

Ecrit par le 8 avril 2026

Olivier Galzi est officiellement le nouveau maire d'Avignon



Après sa victoire au second tour des dernières élections municipales, Olivier Galzi vient d'être officiellement élu maire d'Avignon lors de la séance d'installation du conseil municipal qui vient de se tenir ce samedi 28 mars. Il est le premier homme à s'asseoir dans le fauteuil de maire depuis le socialiste Guy Ravier en 1995.

Une heure avant le Conseil Municipal, à 10h, ils étaient déjà des centaines d'Avignonnais à faire la queue Place de l' Horloge, en plein mistral, puis au chaud dans la salle du Péristyle pour ne pas rater une minute de cette cérémonie d'installation du nouveau maire. Celle d'Olivier Galzi qui succède à la socialiste Cécile Helle qui la veille, après deux mandats consécutifs, avait fait des adieux émouvants au personnel municipal.

Des têtes connues au sein de la majorité

Dès l'appel des 53 élus, du côté de la majorité on a reconnu quelques têtes, celles de Corinne Chatriot,

Écrit par le 8 avril 2026

Isabelle Altayrac, Christian Paly, Valérie Wagner, mais aussi l'ancien chauffeur de Marie-Josée Roig, 'Marco' Gonzalez. Sont également là des nouveaux, comme le colonel des pompiers, Jean-Luc Qyeyla, le directeur de théâtre Laurent Rochut, deux anciennes journalistes Simone Vidal et Violeta Lukic. Font aussi partie de l'équipe du nouveau maire, le musicien Vincent Fuchs, créateur de 'Spectacul'Art', l'ancienne magistrate du tribunal judiciaire d'Avignon, Michèle Nesme, un jeune chef d'entreprise Mattéo Boso et la benjamine de 18 ans, Cyrine Blanc, élève du lycée Mistral. Présence remarquée également de Florian Borba Da Costa, qui était dans la majorité de Cécile Helle lors de son premier mandat. C'est le doyen des élus, Claude Le Roy, 78 ans, qui présidait la séance. Et qui en faisant l'appel a 'oublié' une des élus RN, ce que lui a fait remarquer vertement Anne-Sophie Rigault la tête de la liste 'Avignon, en avant !' : « Nous sommes cinq élus et vous en oubliez une, Charline Savreux ».



Crédit : Facebook Ville d'Avignon

Premières escarmouches avec l'opposition

Quand il énumère la liste 'Ensemble et Solidaires' emmenée par le socialiste David Fournier, le doyen bute sur le nom de Zinèbe Haddaoui. Ce qui fera dire à l'écologiste Mouloud Rezouali : « J'espère que quand vous étiez sélectionneur des équipes de foot en Afrique, vous n'écorchiez pas le nom des joueurs ». Réponse de Claude Le Roy, qui a été entraîneur au Cameroun, au Sénégal et au Togo : « Olivier m'a demandé de le rejoindre. Je souhaite que cette mandature soit la plus sereine possible. Ecoute, tolérance, addition d'intelligences et de compétences, voilà ce que nous sommes et nous ferons tout pour le bien-être des Avignonnais. D'ailleurs, aux Antilles, un jour, le poète et homme politique Aimé Cézaire m'avait

Ecrit par le 8 avril 2026

conseillé : 'Restez poreux aux souffles du monde' ».

Autre citation, celle d'Edgar Faure, ancien premier ministre et président de l'Assemblée nationale : « Ce n'est pas la girouette qui tourne, c'est le vent », un aphorisme que certains ont rappelé en ricanant, hier en marge de la cérémonie, en parlant du doyen qui, en 2001 était 5^e sur la liste PS d'Elisabeth Guigou face à Marie-Josée Roig.

« Cécile Helle a eu une attitude exemplaire, républicaine. »

Olivier Galzi

Le nouveau maire prend la parole

Ensuite s'est déroulé le vote pour la tête de l'exécutif municipal. Face à Anne-Sophie Rigault, c'est Olivier Galzi qui a été élu avec 36 votes sur 53. Ceint de son écharpe, applaudi à tout rompre dans la Salle des Fêtes, tout sourire, il a embrassé sa fille et ses parents assis au premier rang, puis [Romain Lautier](#), un des artisans de la victoire finale. Il a alors pris la parole en s'asseyant dans le fauteuil rouge. « C'est avec beaucoup d'émotion et d'humilité que je m'adresse à vous. Je suis là pour répondre à vos attentes, toutes vos attentes, mêmes celles de ceux qui n'ont pas voté pour moi, l'intention est la même. L'avenir d'Avignon ne peut pas passer par la division. Nous devons additionner les forces et les talents et créer des ponts entre les 9 quartiers, au-delà des remparts, de Montfavet à l'Île de la Barthelasse. Nous sommes une communauté de destins. Avignon ce n'est pas qu'un nom, c'est une histoire millénaire, un héritage, une culture, un patrimoine. »

« Les Avignonnais n'ont pas voté pour un rêve mais pour la promesse du bon sens, la sécurité, la propreté et la mobilité, poursuit le nouveau maire de la cité des papes. Il faut savoir faire marche arrière dans le plan de circulation Faubourgs. Avignon doit rayonner loin, comme un phare. Certes, je n'ai pas de baguette magique mais dès aujourd'hui, la campagne est terminée. Le bruit et la fureur ont été rejetés par les citoyens. Place à la ville. Cécile Helle a eu une attitude exemplaire, républicaine, lors de notre rencontre. Je tends la main à l'opposition pour confirmer que je souhaite la sérénité et le bien-être de chacun. Je les défendrai 'Bec et ongles', selon la devise d'Avignon. »

Ecrit par le 8 avril 2026



Crédit : Facebook David Fournier

« Nous défendrons les valeurs de service public, de justice sociale. »

David Fournier

David Fournier, le leader de l'opposition municipale dont la liste a obtenu 11 077 voix, soit 760 de moins qu'Olivier Galzi, lui a succédé au micro. « Les urnes ont parlé. Félicitations pour votre élection. Mais nous aussi, nous sommes légitimes après une campagne rude, inélégante voire diffamante. » Immédiatement hué par une majorité d'Avignonnais présents dans la salle, il ajoute « J'ai été traité d'antisémite alors que je milite à la Licra (Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme) depuis des décennies, j'ai été accusé de complicité avec des gens qui ont du sang sur les mains, ma maison a été dégradée, j'ai déposé plainte. Le Préfet est sorti de son devoir de réserve en classant notre liste 'Extrême gauche' alors que dans d'autres communes, elles étaient qualifiées d'Union de la gauche. Dans l'opposition, nous serons humbles et garderons l'esprit républicain. Nous voterons les mesures qui vont dans le bon sens, nous défendrons les valeurs de service public, de justice sociale. »

Le nouveau maire lui répond : « Moi aussi j'ai essuyé des attaques, on m'a traité d'islamophobe, de nazi, on a sali ma famille. Ce n'est pas rien ! Pourtant, j'ai décidé de ne pas déposer plainte. Le temps de la ville est venu ».

Ecrit par le 8 avril 2026

« Nous représentons le peuple. »

Mathilde Louvain

Mouloud Rezouli pour les écologistes, à son tour s'est exprimé : « Ici, on n'a pas besoin de 'com' mais de courage. La première injustice sociale c'est l'insécurité, les Avignonnais n'osent plus sortir, ils sont enfermés chez eux. Vous devez renforcer l'ilotage, favoriser la gratuité dans les cantines scolaires, le bien-être animal. » Réponse nette du maire : « Beaucoup d'électeurs de gauche n'ont pas voté pour vous mais pour moi. Mon métier c'est la 'com' et je m'en servirai dans l'intérêt d'Avignon. Nous aussi, nous avons un cœur, nous respirons le même air que vous et que ceux qui souffrent. Et à votre place, moi j'aurais annulé le salon du chiot à Châteaublanc. »

L'élue LFI Mathilde Louvain, qui a fait liste commune au second tour avec le PS, a salué le résultat des élections mais avertit : « Nous représentons le peuple, à ce titre nous serons vigilants dans la défense des droits et des valeurs pour le bien commun ».

« Il faut annuler l'abominable plan faubourgs. »

Anne-Sophie Rigault

Place alors à Anne-Sophie Rigault pour le RN : « La gauche a été sanctionnée dans une ville en ruines. 60% des Avignonnais souhaitent un changement de paradigme, absolument pas une alliance de la honte PS-LFI. La sécurité est la première des libertés, il faut annuler l'abominable plan faubourgs, renforcer le réseau de caméras de vidéoprotection, le nombre d'ilotiers, avoir une vraie politique d'attractivité pour Avignon, en finir avec tous ces rideaux baissés dans le centre-ville. Les Avignonnais ont préféré voter utile. Ils sont notre boussole, nous serons donc une opposition constructive ».

Après ces longues prises de position, second vote [pour l'élection des adjoints](#) (voir détail des adjoints, des conseillers municipaux ainsi que des conseillers municipaux d'opposition en fin d'article) et c'est Corinne Chatriot, commerçante de l'intra-muros, qui se retrouve première adjointe. Le maire a ensuite lu '[La charte de l' élu local](#)', ses droits et devoirs. « Exercer sa fonction avec impartialité, diligence, probité et intégrité. Il veille à prévenir tout conflit d'intérêts, il déclare les dons et avantages qu'il estime d'une valeur supérieure à 150€ dont il a bénéficié en raison de son mandat. »

Ecrit par le 8 avril 2026



Corinne Chatriot, commerçante en centre-ville est la nouvelle première adjointe de la ville d'Avignon et d'Olivier Galzi, nouveau maire de la cité des papes. Crédit : Facebook Ville d'Avignon

Hausse des indemnités des élus et baisse de celle du maire

[L'article L 111-14](#) du code général des collectivités territoriales qui fixe le montant des indemnités a été l'occasion d'une passe d'armes avec Fabrice Tocabens quand le nouveau maire a annoncé qu'il allait augmenter celles des élus de 35%, même s'il abaissait la sienne de 14%. « C'est un message cinglant pour ceux qui ont du mal à boucler leur fin de mois. Avec cet argent, 1M€ en 7 ans de mandat, vous auriez pu engager deux nouveaux policiers municipaux. Nous allons nous y opposer. » Applaudissements des électeurs de gauche dans l'assistance.

« Nous respectons les taux autorisés, nous ne dépassons pas l'enveloppe globale, explique Olivier Galzi. Nous sommes une équipe, un collectif qui va tout donner. Or, nombre de nouveaux élus proviennent de la société civile et ils vont travailler davantage à la mairie dans l'intérêt général des Avignonnais, il est donc normal qu'ils soient rétribués à la juste hauteur de leur engagement ».

Andrée Brunetti

















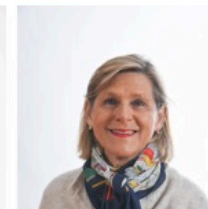



Ecrit par le 8 avril 2026



Crédit : Facebook Ville d'Avignon


















Ecrit par le 8 avril 2026

Les adjoints au maire

 <p>→ Corinne CHATRIOT Adjointe au Maire</p>	 <p>→ Jean-Luc QUEYLA Adjoint au maire</p>	 <p>→ Emmanuelle ROUX-PANIS Adjointe au maire</p>	 <p>→ Michel ADAM Adjoint au maire</p>	 <p>→ Laetitia DOSNE Adjointe au maire</p>	 <p>→ Laurent ROCHUT Adjoint au Maire</p>
 <p>→ Violeta LUKIC Adjointe au Maire</p>	 <p>→ Nicolas DONNADILLE Adjoint au maire</p>	 <p>→ Simone VIDAL Adjointe au maire</p>	 <p>→ Xavier BOURGUE Adjoint au maire</p>	 <p>→ Nezah MOUMMED Adjointe au Maire</p>	 <p>→ Philippe BRUEY Adjoint au maire</p>
 <p>→ Anaïs HAUSMANN Adjointe au maire</p>	 <p>→ Florian BORBA DA COSTA Adjoint au Maire</p>	 <p>→ Djamilla BOURAS Adjointe au Maire</p>	 <p>→ Eric PEYTIÉ Adjoint au maire</p>	 <p>→ Isabelle ALTAYRAC Adjointe au Maire</p>	 <p>→ Bertrand DESSAUD-DELAJE Adjoint au Maire</p>
 <p>→ Michèle NESME Adjointe au Maire</p>	 <p>→ Mattéo BOSO Adjointe au Maire</p>				






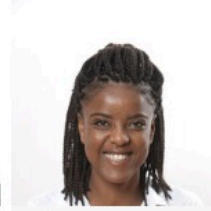









Ecrit par le 8 avril 2026

Les conseillers municipaux

 <p>→ Annabelle VEGA Conseillère Municipale</p>	 <p>→ Viviane SAVOYE Conseillère Municipale</p>	 <p>→ Christian PALLY Conseiller Municipal</p>	 <p>→ Valérie WAGNER Conseillère Municipale</p>	 <p>→ Thierry DOSNE Conseiller Municipal</p>	 <p>→ Virginie ISSAUTIER-NOC... Conseillère Municipale</p>
 <p>→ Michael MC MANUS-SC... Conseiller municipal</p>	 <p>→ Samira HAMOUSSA Conseillère municipale</p>	 <p>→ Thierry MARTINES Conseiller municipal</p>	 <p>→ Vincent FUCHS Conseiller municipal</p>	 <p>→ Emmanuelle SOKOLOWSKI Conseillère municipale</p>	 <p>→ Matthias PAPET Conseiller municipal</p>
 <p>→ Cyrine BLANC Conseillère municipale</p>	 <p>→ Marc GONZALEZ Conseiller municipal</p>	 <p>→ Corinne MOULIN Conseillère municipale</p>	 <p>→ Claude LE ROY Conseiller municipal</p>	 <p>→ Amandine MARQUIS Conseillère municipale</p>	

Ecrit par le 8 avril 2026

Les conseillers municipaux d'opposition

 <p>→ David FOURNIER Conseiller municipal</p>	 <p>→ Maryline CROYET Conseillère municipale</p>	 <p>→ Rémy BLANC Conseiller municipal</p>	 <p>→ Mathilde LOUVAIN Conseillère municipale</p>	 <p>→ Mouloud REZOUALI Conseiller municipal</p>	 <p>→ Marie-Anne BERTRAND Conseillère municipale</p>
 <p>→ Oukacha RTILI Conseiller municipal</p>	 <p>→ Zinèbe HADDAOUI Conseillère municipale</p>	 <p>→ Fabrice TOCABENS Conseiller municipal</p>	 <p>→ Anne GAGNIARD Conseillère municipale</p>	 <p>→ Anne-Sophie RIGALT Conseillère municipale</p>	 <p>→ Philippe GRIMAUD Conseiller municipal</p>
 <p>→ Murielle MAGDELEINE Conseillère municipale</p>	 <p>→ Philippe CARLES Conseiller municipal</p>	 <p>→ Charline SAVREUX Conseillère municipale</p>			

Moins de femmes mairesses en Provence

Ecrit par le 8 avril 2026



L'extension des listes paritaires aux élections municipales pour les communes de moins de 1 000 habitants n'a pas totalement donné les effets escomptés. Si au niveau national, le nombre de femmes élues conseillères municipales est mécaniquement passé de 37,6 % en 2020 à 47,7 % en 2026, le nombre de femmes élues maires quant à lui n'est qu'en très légère progression (+1,5 %). En Provence, dans les Alpes-de-Haute-Provence, les Bouches-du-Rhône et le Vaucluse le nombre de femmes élues maires de leur commune est même en recul. Il est passé de 103 mairesses à 89 sur un total de 468 communes.

L'obligation ne fait pas tout. La réforme électorale du printemps 2025, imposant la parité entre femmes et hommes dans les listes aux élections municipales n'a pas vraiment abouti à une augmentation du nombre de mairesses. Si au niveau national ce chiffre est en très légère progression, on peut constater qu'en 2026, sur les 10 plus grandes villes françaises, seules deux femmes sont maire ([Johanna Rolland](#) à Nantes et [Catherine Trautmann](#) à Strasbourg), contre trois en 2020, dont Paris.

Une baisse qui s'inscrit à contre-courant de la petite dynamique nationale

Les chiffres communiqués par le Ministère de l'Égalité femmes - hommes montrent que dans les 3 départements des Alpes-de-Haute-Provence, des Bouches-du-Rhône et du Vaucluse le nombre de mairesses est en recul de 13,5 %, passant de 103 en 2020, à 89 en 2026. Si on regarde en détail, les Bouches-du-Rhône par contre voient leurs nombres de mairesses progresser, passant de 17 à 20, en 2026 (sur 119 communes). A contrario, dans les Alpes-de-Haute-Provence, le nombre de femmes maires est passé de 50 à 42 (sur 198 communes) et pour le Vaucluse le chiffre passe de 35 à 29 (sur 151

Ecrit par le 8 avril 2026

communes). Une baisse qui s'inscrit à contre-courant de la petite dynamique nationale.

[Claude Bouliou](#), Présidente de l'association des femmes élues dans les Alpes-de-Haute-Provence, déplore cette situation où « les femmes se heurtent encore à un plafond verre pour le rôle de maire ». D'autres observateurs estiment que ce manque de candidates résulte du maintien d'une position dominante des hommes et du recul pris par les femmes face à un univers jugé trop dur, voire violent. De son côté, le Ministère de l'Égalité femmes - hommes estime que l'augmentation du nombre de femmes dans les conseils municipaux pourrait donner l'envie à certaines de conduire des listes. Comme un déclic.

www.elueslocales.fr

Le dernier rempart ?



Comme chaque année, nous aurions pu consacrer cet éditorial aux conséquences des incohérences de nos frontières administratives entre le Vaucluse et le bassin de vie d'Avignon. Voilà bientôt 10 ans que dans chaque édition du Vaucluse en chiffres nous mettons en avant

Ecrit par le 8 avril 2026

l'impact mortifère de ce décalage sur notre avenir, près de 20 ans que nous l'écrivons dans les colonnes de l'Écho du Mardi et, pour ma part, plus de 25 ans en comptant mes années à Midi Libre.

Et pourtant rien ne se passe

L'effet de ce déphasage entre la réalité de notre quotidien et notre découpage administratif a un impact désastreux sur son développement. Tout le monde est d'accord sur le constat : emploi, pauvreté, mobilité, pollution, qualité de vie, santé, fiscalité, éducation, compétitivité économique... Et pourtant rien ne se passe... À croire presque que la vision de notre territoire ressemble à une gigantesque partie de '1, 2, 3 soleil' avec pour seul horizon : le 1er qui bouge a perdu. Comment expliquer cet immobilisme ? Peut-être qu'il est finalement plus difficile qu'il n'y paraît de prendre des décisions, de préférence les bonnes. Et Désormais peu de gens semblent vouloir s'y risquer.

Une crise de vocations

Il y a toutefois bien une catégorie de décideurs qui sait ce que c'est que de prendre un engagement, ce sont nos maires et plus généralement tous nos élus locaux. Une 'race' malheureusement en voie d'extinction. Pensez-donc : l'État qui ne leur fait pas confiance a su pourtant les trouver lorsqu'il a fallu colmater les fuites du navire républicain tanguant sous les vagues de la contestation des gilets jaunes. On les a alors entendus, mais pas écoutés. Eux, qui restent à portée 'd'engueulade' alors que dans le même temps une bureaucratie déconnectée multiplie les contraintes et les réglementations hors-sol. Pas étonnant dans ces conditions que l'on assiste à une véritable crise des vocations. Plus d'un maire sur deux ne souhaite ainsi pas se représenter à la fin de son mandat en 2026. Du jamais vu depuis plus de 20 ans.

Il est urgent de redonner le pouvoir aux maires.

Dévouement vs Exaspération

" Nous en sommes aujourd'hui à nous poser la question de savoir s'il faut jeter l'éponge ou si nous devons brûler des pneus devant une préfecture " , nous avouaient désabusés tout récemment deux maires ruraux, l'un Vauclusien, l'autre Normand. Quelles que soient leur couleur politique, la taille de leur commune et même leur région d'exercice, force est de constater que l'implication et le dévouement ne suffisent plus à compenser leur exaspération. " Ce n'est plus possible de mettre 10 ans pour réaliser un projet qui devrait en prendre 3 " , crient-ils en choeur.

Savoir-faire du quotidien

Devant tant de difficultés et d'obstacles on comprend mieux maintenant que, pour certains, la tentation

Écrit par le 8 avril 2026

est grande de ne rien faire. Pour les autres, ceux qui ne baissent pas encore les bras, frustration et colère sont encore tenues à distance. Pour combien de temps ? Le danger est grand, car si ces élus de proximité représentent l'un des derniers repères pour les citoyens, ils constituent surtout l'un des derniers remparts de notre société. Il devient de plus en plus urgent de redonner le pouvoir aux maires. Des maires que nous avons éloignés des pouvoirs centraux de décision en raison du non-cumul des mandats. Une fausse bonne idée qui nous a coupé de l'expérience de ceux qui ont les savoir-faire du quotidien. Il devient aujourd'hui vital, en Vaucluse comme partout ailleurs dans notre pays, que les maires (y compris ceux des grandes villes) retrouvent toute leur place au sein de notre parlement.

l'écho du mardi
www.echodumardi.com

LE VAUCLUSE EN CHIFFRES ÉDITION **2025**

CONJONCTURE Le Vaucluse à la loupe
INTERVIEW Analyses et prospectives
STATISTIQUES Radiographie du territoire

Ecrit par le 8 avril 2026

[Se procurer l'édition 2025 gratuitement ici*](#)

*hors frais d'envoi

(DATA) Quels sont les maires de Vaucluse élus depuis 2014 et plus?



Ces derniers jours, deux maires de Vaucluse ont annoncé publiquement ne pas se représenter en 2026. Il s'agit de [Cécile Helle](#), élue depuis 2014 et ayant effectué 2 mandats comme maire d'Avignon et [Christian](#)

Écrit par le 8 avril 2026

[Gros](#), élu depuis 1989 et ayant effectué 6 mandats comme maire de Monteux soit 31 ans.

Pour autant, le recordman en longévité du Vaucluse n'est pas le maire de Monteux, mais son voisin d'Entraigues-sur-la-Sorgue, Guy Moureau. Élu depuis 1984 maire de sa commune, il terminera en 2026, à près de 72 ans, ses 42 années comme premier magistrat et n'a pas indiqué à ce jour s'il repartait ou pas pour son 8e mandat.

DP

Salon des maires de Vaucluse : « Après les gilets jaunes, les écharpes tricolores ? »

Ecrit par le 8 avril 2026



Alors que l'assemblée générale de l'Association des maires de Vaucluse (AMV), et le salon des collectivités qui l'accompagne ont accueilli un millier de visiteurs, l'absence de Thierry Suquet, préfet de Vaucluse convoqué à Paris par Bruno Retailleau avec l'ensemble de ses homologues de l'Hexagone pour une réunion avec le ministre de l'Intérieur, a été particulièrement mal perçue par les maires.

Beaucoup d'élus locaux et peu d'Etat, beaucoup de questions et peu de réponses, beaucoup de colère et peu d'écoute... tels pourraient être les maître-mots de la vision qu'ont nos maires de leur rapport avec un Etat 'parisien' qu'ils considèrent de plus en plus éloigné des territoires.

C'est Cécile Helle, maire d'Avignon qui a pris la parole pour accueillir tous les maires de Vaucluse pour [cette première de l'AMV \(Association des maires de Vaucluse\) au parc des expositions.](#)

« D'habitude, nous nous réunissons à Monteux. C'est nouveau de nous retrouver à Châteaublanc, à quelques jours du Congrès des Maires à Paris. Cette année le thème est 'Les communes, heureusement!'. C'est une forme de reconnaissance pour la République décentralisée que sont nos villes et villages. Dans ces périodes d'incertitude, de crise, c'est une évidence pour les citoyens, une proximité. Ce que nous voulons, c'est que les communes soient respectées, écoutées. Elles sont le premier des services publics, parfois le seul. Ce sont elles qui maintiennent les écoles, les équipements socio-culturels, le mouvement

Ecrit par le 8 avril 2026

sportif, on l'a bien vu pour le passage de la flamme Olympique dans le Vaucluse le 19 juin. Elles sont un amortisseur social après la crise sanitaire, l'inflation, la flambée des prix de l'énergie, les citoyens se tournent vers les maires, c'est l'échelon le plus proche de leur protection, du renforcement du lien, du vivre ensemble. »



©AB/l'Echo du Mardi

« Ce que nous voulons, c'est que les communes soient respectées, écoutées. »

Cécile Helle, maire d'Avignon

Ecrit par le 8 avril 2026

« On voit bien dans nos territoires que le changement climatique est une réalité, il frappe le monde agricole qui est un des piliers essentiels de l'économie du territoire. Nous avons aussi vu ces derniers jours chez nos voisins espagnols de Valence à quel point la Méditerranée est vulnérable », ajoute Cécile Helle, qui par ailleurs est géographe de formation.

« S'il n'y a pas de respect, de confiance, de soutien de la part de l'Etat, on verra, dans 5 ans, 10 ans, 20 ans à quel point la République sera fragilisée. Or là, nous n'avons aucune visibilité sur les budgets. Quel impact sur nos investissements, notre fonctionnement avec des ponctions de l'Etat de 5M€ sur les collectivités locales? Nous ne pouvons pas travailler sereinement quand on doit éponger le déficit de l'Etat dont nous ne sommes pas responsables. Nous ressentons un sentiment d'injustice alors que tous nos budgets, eux, sont en équilibre à l'euro près. »

Elle poursuit sa diatribe : « Pour Avignon, cela représente 3,6M€ sur les 150M€ de notre budget de fonctionnement. Que faire? Refermer la Médiathèque Renaud-Barrault de la Rocade que nous venons de rouvrir après l'avoir rénovée à grands frais, virer les 18 agents municipaux qui y travaillent avec les conséquences sur l'emploi et sur leurs familles que cela implique? Nous avons baissé le tarif des cantines scolaires, devons-nous y revenir? Tout ce que je demande c'est le respect et le soutien de l'Etat ».

« Ras-le-bol du traitement qui nous est infligé par certains comme si nous étions des délinquants. »

Max Raspail, maire de Blauvac

Après Cécile Helle, c'est un autre maire qui prend la parole, celui de Monteux, Christian Gros, qui d'habitude accueillait jusqu'alors l'assemblée générale des maires de Vaucluse chez lui, au Château d'eau. En l'absence de Max Raspail souffrant, maire de Blauvac et conseiller départemental, il a lu sa lettre : « Ras-le-bol du traitement qui nous est infligé par certains comme si nous étions des délinquants. On demande un peu de respect, sinon on va aller à la pêche ou jouer à la pétanque. Le découragement frappe un maire sur deux. 450 d'entre eux démissionnent chaque année, sans parler des adjoints ou des élus municipaux et 55% des sortants ne comptent pas se représenter en 2026, lors des municipales, c'est dire si le mal et la morosité ambiante sont profonds. Est-ce que l'enjeu en vaut la chandelle ? »

« A travers les maires, c'est la démocratie qui est menacée. »

Christian Gros, maire de Monteux

Christian Gros l'a ensuite martelé, comme chaque année : « A travers les maires, c'est la démocratie qui est menacée, nous portons notre mandat à bout de bras sans compter nos heures, avec passion et détermination. Que l'Etat protège ses élus locaux. Agressions physiques et morales, menaces, diffamation, harcèlement, pressions, il faut aller plus loin dans les sanctions ».

Ecrit par le 8 avril 2026

Il évoque ensuite le manque total de visibilité : « Gérer, c'est prévoir. Or aujourd'hui on est en plein brouillard avec les contraintes que nous impose l'Etat. Entre les coups de rabot, le grignotage de la TVA, la baisse des DMTO, la diminution des commandes dans le BTP, les plans sociaux qui vont se succéder avec leur cortège de licenciements, l'angoisse grimpe. La conjoncture géo-politique inquiète. Le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau parle d'extension de pouvoirs vers les polices municipales, c'est encore un transfert de charges supplémentaires pour nous. »



Christian Gros lors de la minute de silence en hommage aux élus disparus dont Marie-Josée Roig maire d'Avignon pendant 3 mandats, conseillère régionale, présidente du Grand Avignon, députée et ministre de Jacques Chirac. ©AB/l'Echo du Mardi

Christian Gros continue : « Le mieux comme le pire ne sont pas exclus. Bien sûr on sait gérer, on va le faire mais on va jouer sur la prudence, reporter des projets. N'étranglez pas nos communes. Certes il est normal de participer au redressement des finances de la France, mais qu'on arrête de nous tenir pour responsables de son déficit abyssal. On ne doit pas être la vache à lait de tous ».

Il conclut quand même sur une note plus douce : « Etre maire, c'est le plus beau de tous les mandats,

Ecrit par le 8 avril 2026

mais c'est tout sauf un long fleuve tranquille. C'est une aventure humaine d'une grande richesse avec nombre de contradictions, mais nous avons tous la passion du service public chevillée au corps ».

« La colère gronde dans les campagnes. »

Pierre Gonzalvez, président de l'AMV et maire de l'Isle-sur-la-Sorgue

C'est ensuite au président de l'association représentant 149 des 151 maires de Vaucluse (Orange et Le Pontet ne sont pas adhérents) de s'exprimer. Pierre Gonzalvez qui a salué son ex-complice à la tête de la présidence bicéphale avec Jean-François Lovisolo. « 2024 est une année particulière aussi bien pour le climat international que pour l'ambiance anxieuse. Et la France est une société qui clive au moment où la modération a du mal à se faire entendre. Que feront les maires en 2026, certains vont baisser les bras, ne pas se représenter, mais tous les autres ont une foi indéfectible dans leur mission au service des autres. »

Il continue : « Nous devons faire des économies, mais pour certains il faut que rien ne change côté dotations, subventions. On nous a parlé de simplification administrative, mais nous nageons entre [PLU](#), [ZAN](#), [SCOT](#), [SRADDET](#). Que des sigles et acronymes qui s'ajoutent les uns aux autres dans un jargon insupportable. Comment ré-industrialiser sans terre disponible, comment construire des logements sociaux, des crèches, des écoles sans foncier disponible ? C'est une aberration totale : on paie chaque année des pénalités sans fin parce qu'on n'a pas la place d'édifier assez de HLM. Ou alors, certains aménageurs sans vergogne, rasant une maison au milieu d'un pré et construisent un immeuble qui bouche la vue des voisins qui se lancent dans une bataille juridique ».

Le maire de l'Isle-sur-la-Sorgue évoque ensuite les problèmes de paysans qui cultivent lavande, cerise, ou vigne. « [La colère gronde dans les campagnes](#). Ils n'ont pas été entendus depuis le Salon de l'Agriculture en mars dernier, ils vont repartir en tracteur vers les ronds-points et les préfectures. »

Ecrit par le 8 avril 2026



©AB/l'Echo du Mardi

« Ce que nous voulons, c'est un Etat fort, qui fasse appliquer la loi. Ce n'est pas notre rôle de nous substituer à lui. »

Pierre Gonzalvez

Autre souci auquel sont confrontés les maires : les déserts médicaux. « Les nouveaux arrivants, dans nos communes, ne comprennent pas qu'ils n'aient pas un médecin traitant, c'est encore à nous de prendre le problème à bras le corps avec des Maisons de Santé que certains salarient, comme le fait la présidente du Conseil départemental à Avignon, Apt, Cadenet et bientôt à Sorgues ».

La liste des soucis des maires, continue avec la sécurité : « Le maire n'est pas l'alpha et l'oméga de la sécurité. Ce que nous voulons, c'est un Etat fort, qui fasse appliquer la loi. Ce n'est pas notre rôle de nous substituer à lui. Certes, nous pouvons agir quand le trafic de drogue se diffuse chez nous à travers de pseudo-épicereries ouvertes toute la nuit qui provoquent embouteillages, bruits intempestifs et nuisances en tous genres pour ceux qui doivent se lever tôt le matin pour aller au travail. Mais on nous prend pour des empêcheurs de 'dealer en rond' et souvent des menaces sont proférées vers les policiers ».

Ecrit par le 8 avril 2026

Le Département hausse le ton

Place à la présidente du Département de Vaucluse, Dominique Santoni. Elle avait déjà poussé un coup de gueule tonitruant lors de [la dernière séance plénière de l'exécutif](#) en disant que « Macron a cramé la caisse ». Cette fois, elle a martelé avec vigueur : « Paris ça suffit ! Nous nous efforçons de tenir la barre et de garder le cap. Depuis notre dernière AG, la dissolution n'a vraiment pas arrangé la situation. Et cela au moment même où les déficits de l'Etat ont explosé. Nous en avons assez d'un Etat central qui demande toujours plus aux collectivités locales en leur laissant toujours moins de moyens. Sans concertation et en ne s'appliquant pas à lui-même ce qu'il exige des autres. C'est une situation difficilement supportable et la liste est longue. Diminution de moitié de la DGF (Dotation globale de fonctionnement), perte partielle pour les communes et totale pour les départements de l'autonomie fiscale, transferts de compétences et de charges sans compensation financière, multiplication des normes et contraintes. Et voici, comme je l'ai déjà dit que l'Etat se retourne vers les collectivités locales pour renflouer ses caisses et son déficit. »

[Vaucluse : l'un des départements les plus pauvres de France va payer pour les riches](#)

Dominique Santoni continue : « Les départements sont les collectivités locales les plus ponctionnées dans ce projet de loi de finance, 2,2 milliards €, soit 44% de l'effort pour ses dépassements. Mes collègues présidents de conseils départementaux sont remontés et en colère comme jamais. Certains ont plein d'idées pour renflouer les caisses de l'Etat, comme vendre les préfectures ou les tribunaux, propriétés de nos départements. Je vous rassure, madame la secrétaire générale (Sabine Roussely qui représentait le préfet convoqué au ministère de l'Intérieur ce jeudi), nous n'en sommes pas là dans le Vaucluse... Pas encore. »

La Présidente, exprime une fois de plus son attachement aux maires « J'ai été maire comme vous. Je sais combien les exigences et impatiences des citoyens sont de plus en plus fortes, les contraintes et pesanteurs de plus en plus lourdes, les pressions et menaces se multiplient et je vous exprime toute ma reconnaissance et ma gratitude et je reste à vos côtés comme partenaire au quotidien, vous pouvez compter sur ma présence. »

Message reçu à Matignon ?

Venu quelques jours plus tard assister à Angers aux assises des départements de France, Michel Barnier, le Premier ministre a promis de réduire significativement l'effort demandé aux conseils départementaux. Il a ainsi proposé « de réduire le taux de prélèvement prévu au titre du fonds de réserve », de relever le plafond des droits de mutation à titre onéreux (DMTO à hauteur de 0,5 points sur 3 ans ainsi que de renoncer -à minima- au caractère rétroactif de la baisse du taux de fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA). L'hôte de Matignon propose aussi d'étaler sur 4 ans, au lieu de 3, la hausse de cotisations des employeurs territoriaux à la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales et de rehausser les concours qui sont versés aux départements par la CNSA (Caisse

Ecrit par le 8 avril 2026

nationale de solidarité pour l'autonomie).

Le département sort le chéquier pour les communes

Elle a évoqué 'Vaucluse Ingénierie' devenue agence technique du département. « 139 communes ont été accompagnées pour leurs projets. Dans le même esprit, nous proposons une enveloppe de 7M€ pour Vaucluse territoires de demain (2023-2026) et de 28,5M€ pour le contrat Vaucluse Ambition (2023-2025). »

Elle revient sur les efforts à faire pour réduire les investissements : « Il faudra trouver au minimum 15M€ mais je ne sais pas encore comment je vais boucler le budget. J'ai écrit au Premier ministre pour lui demander que le Vaucluse, au même titre que le Gard, l'Aude et l'Hérault soit exempté d'un prélèvement de 2% sur ses recettes mais je n'ai pas de réponse. Quoi qu'il arrive, je compte sanctuariser l'agriculture, l'aide aux communes, recruter des médecins généralistes, conduire nos grands chantiers (déviation d'Orange, Carrefour de Bonpas), valoriser les véloroutes. Et je le répète : le fonctionnement centralisé de notre pays où tout se décide à Paris, ça ne marche plus, il est à bout de souffle. Il est temps d'en changer, de bouger les choses. »

« Paris, ça suffit !

Il faut donner plus de pouvoirs, de responsabilités, de libertés aux communes, aux départements et aux régions. »

Dominique Santoni, présidente du Conseil départemental de Vaucluse

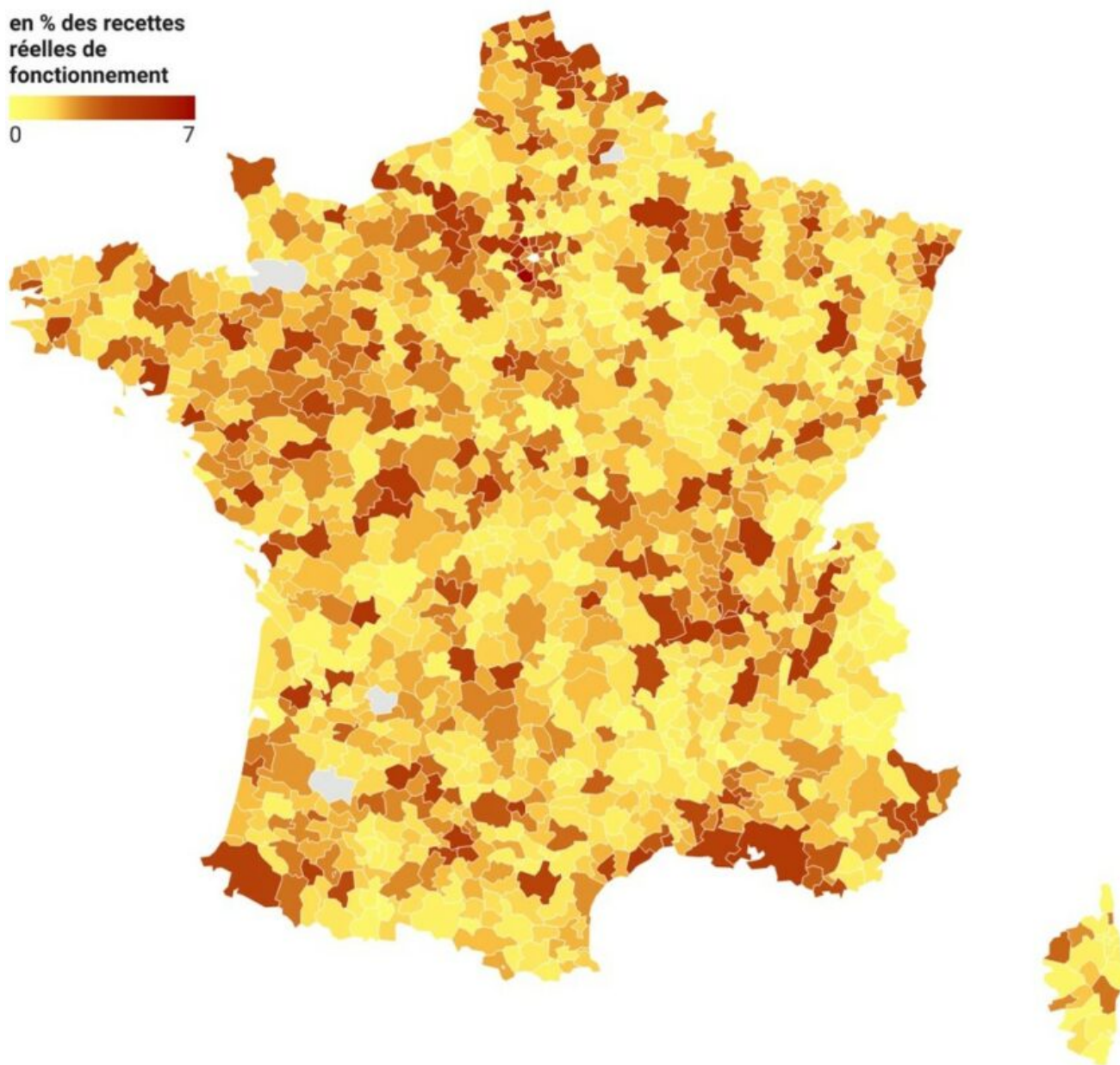
La présidente de l'exécutif vauclusien réclame alors plus de décentralisation. « Nous voyons bien qu'il faut donner plus de pouvoirs, de responsabilités, de libertés aux communes, aux départements et aux régions. Nous l'avons prouvé en luttant contre les déserts médicaux, en faisant revenir des allocataires du RSA dans le monde du travail, en construisant plus vite et davantage de logements sociaux, en installant la fibre et le haut-débit sur tous nos territoires, notamment ruraux grâce à Vaucluse Numérique. Pour cela nous devons jouir d'une véritable autonomie fiscale et financière. Nous attendons donc de l'Etat qu'il assume ses 3 grandes fonctions régaliennes : protéger, instruire et soigner. Mais décentralisation veut aussi dire simplification. Stop aux normes en tous genres, arrêtez ce cercle vicieux qui épuise et décourage toute initiative locale. Cela implique une déconcentration qui donne plus de pouvoir aux préfets et aux services de l'Etat. »

Ecrit par le 8 avril 2026

Mise à contribution des collectivités au redressement des comptes publics

Montants estimés des mesures par intercommunalité (1,4 milliard d'euros)

en % des recettes réelles de fonctionnement



** Les mesures d'impact présentées sont des estimations. Elles ont été réalisées à partir d'hypothèses, sur la base des informations disponibles (2023) à la date de rédaction. Elles pourront donc faire l'objet d'évolution et de réajustements.*

Source: Intercommunalités de France • Créé avec Datawrapper

Ecrit par le 8 avril 2026

Intercommunalités de France [vient de dévoiler une série de données et de cartes interactives inédites](#), présentant les impacts de l'ensemble des dispositifs prévus dans le projet de loi de finances (PLF 2025) intercommunalité par intercommunalité, et commune par commune.

Pour un acte III de la décentralisation

Dominique Santoni a alors lancé un appel 'transparent' à tous les élus locaux pour un « Acte III de la Décentralisation » en signant une pétition. « La situation financière de la France agit comme un électrochoc chez beaucoup de Français. Elle doit servir à réaliser des changements majeurs dans l'organisation de notre pays, il y faudra du courage et de la détermination ». Cette pétition sera envoyée au Premier ministre.

« A Bercy, ils nous expliquent qu'ils savent compter et, ce sont leurs mots, 'Qu'il s'agit d'une petite erreur technique sur les rentrées financières'.
Excusez du peu, une paille, 60 milliards ?
Il n'y aurait pas un problème dans leur logiciel ? » »

Renaud Muselier, président du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Venu de Marseille, le président du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, Renaud Muselier, bien que macroniste, ne mâche pas ses mots : « Paris, ça suffit ! s'insurge-t-il lui aussi en reprenant la formule à Dominique Santoni. Surtout quand on entend qu'entre mars et juin dernier, le déficit s'est aggravé de 60 milliards supplémentaires. A Bercy, les Mozart de la Finance nous expliquent qu'ils savent compter et, ce sont leurs mots, 'Qu'il s'agit d'une petite erreur technique sur les rentrées financières'. Excusez du peu, une paille, 60 milliards ? Il n'y aurait pas un problème dans leur logiciel ? »

Le président de la Région Sud admet qu'on va tous être impactés, car si le budget n'est pas voté, il n'y a plus de gouvernement, d'Etat. « En Provence-Alpes Côte d'Azur, si l'arbitrage est confirmé cela représentera un plan minceur de -120M€, -10%. C'est colossal. Nous allons devoir faire des choix, supprimer les doublons, mais ne pas toucher à l'aide aux communes, au budget agricole, on ne fermera pas de lycées. On ressent un sentiment ambivalent. D'abord, un abandon de l'Etat, une forme d'abattement, on est exaspérés. Mais en même temps, on veut défendre notre territoire. Notre démocratie doit fonctionner de la meilleure des façons possibles, grâce à vous tous, merci pour votre détermination et votre combat » a-t-il conclu sous des applaudissements nourris.

L'Etat a du mal à être audible

Enfin, c'est la secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse qui a longuement pris la parole en dernier, pour faire la liste de l'action de l'Etat depuis novembre 2024 et l'arrivée d'un nouveau préfet qui a succédé à l'énergique Violaine Démaret. « Nous devons partager nos efforts de façon solidaire, il ne s'agit pas d'un désengagement de l'Etat » a-t-elle résumé. Et les maires qui ont demandé le micro pour s'exprimer, on tous déclaré qu'ils avaient demandé un rendez-vous au préfet depuis son arrivée de Mayotte en février dernier et qu'ils ne l'ont toujours pas rencontré.

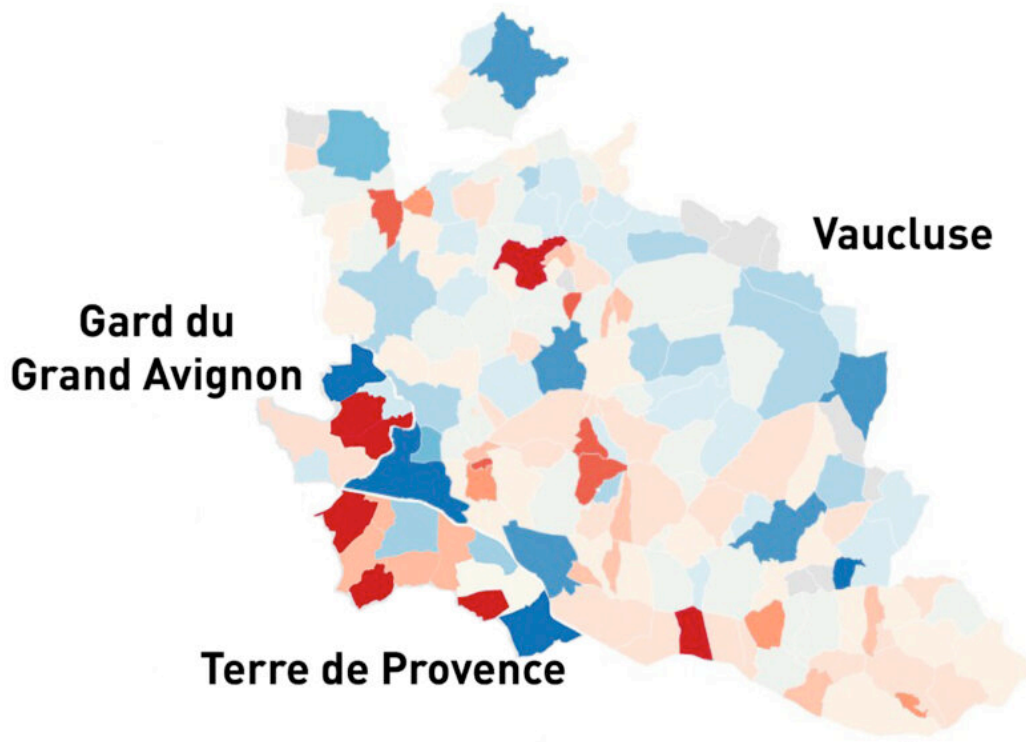
Ecrit par le 8 avril 2026



©AB/l'Echo du Mardi

(DATA) Les riches de la zone d'emploi d'Avignon sont-ils résidents fiscaux dans le Vaucluse ?

Ecrit par le 8 avril 2026



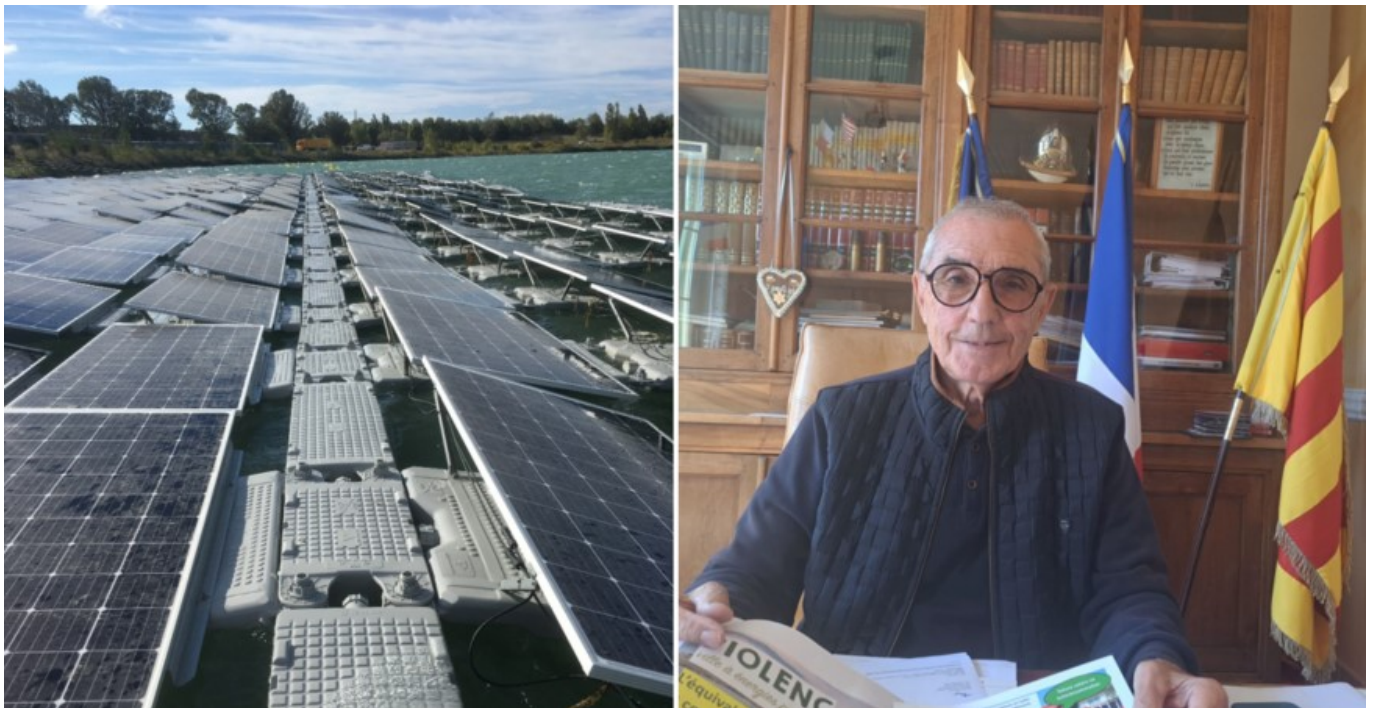
Le département de Vaucluse est classé par l'Insee [le 5ème département \(métropolitain\) le plus pauvre de France](#) alors que [la zone d'emploi d'Avignon](#) déborde largement en dehors de ses frontières. L'occasion de vérifier la médiane du niveau de vie des ménages fiscaux de cette zone d'attractivité initiée par le chef-lieu du département de Vaucluse et particulièrement celles du canton de Villeneuve-les-Avignon juste de l'autre côté du Rhône et de celles de Terre de Provence Agglomération juste de l'autre côté de la Durance.

[\(cartes\) Avignon : une zone d'emploi de 285 797 habitants sans LEO](#)

Ecrit par le 8 avril 2026

DP

Louis Driey : ce 'gaulliste écologiste' maire de Piolenc



Bon pied, bon œil et surtout visionnaire, [Louis Driey](#), maire de [Piolenc](#), est le doyen* des maires de Vaucluse. A 83 ans, celui qui considère que l'écologie n'est ni de droite, ni de gauche entend continuer à concilier gaullisme et développement durable à l'occasion de son dernier mandat.

Il a 83 ans et en 2025, au terme de 5 mandats, il fêtera ses 30 ans à la tête de ce gros bourg rural d'un peu plus de 5 500 habitants. Bâtitteur, précurseur, il a toujours anticipé. « Ma vie c'est ma ville, mon parti c'est Piolenc » clame cet éternel gaulliste qui a travaillé pendant 37 ans comme chef de chantier à la société des Autoroutes du Sud de la France, les ASF « avant que Dominique de Villepin ne les privatise » précise-t-il.

Ecrit par le 8 avril 2026

« Ma vie c'est ma ville, mon parti c'est Piolenc. »

Hyper-actif, pragmatique, anti-gaspi, son expérience lui permet dès son élection, en 1995 d'élaborer un premier schéma directeur de la commune. « Nous avons identifié les priorités en fonction de la démographie, l'âge des habitants et ce sont les jeunes qui primaient, les besoins en crèches, écoles, centres de loisirs. »



Piolenc abrite la plus grande centrale photovoltaïque lacustre d'Europe. Crédit : Akuoenergy/Piolenc/DR

En 2005, deuxième schéma directeur, Louis Driey dépose le premier permis de construire d'un parc éolien flottant de l'hexagone sur une ancienne carrière. « C'était une première en France et aujourd'hui elle est la plus grande d'Europe, avec une superficie de 23 hectares soit une vingtaine de terrains de foot. D'une puissance de 23 mégawatts, elle alimente 6 474 foyers ». Engagé dans le développement durable et la biodiversité, il innove aussi avec 3 éoliennes au service de 3 entreprises (la carrière Maroncelli, les parpaings de chez Pradier et les enrobés du groupe Braja). Et pour économiser l'eau potable, il a aussi investi dans 35 bornes incendies sur 95 qui sont branchées sur le réseau du Rhône. 80 maisons en lotissement bénéficient du solaire et sont donc en auto-consommation électrique.

Écrit par le 8 avril 2026



Louis Driey, maire inclassable 'gaulliste écologiste' de Vaucluse, a été l'un des premiers élus du département à 'défier' le Tribunal administratif en célébrant deux mariages homosexuels dès 2012 alors que cette union entre deux personnes du même sexe ne sera officielle qu'à partir de 2013.
Crédit : DR

« Certains me traitent d'écologiste de droite, mais l'écologie n'est ni de droite, ni de gauche. »

« Certains me traitent d'écologiste de droite, mais l'écologie n'est ni de droite, ni de gauche. C'est une façon de se comporter pour respecter la planète que nous laisserons à nos enfants. »

Il ajoute « Je suis un maire au long cours, j'essaie de voir loin et de programmer les chantiers au fur et à mesure, après les jeunes, les seniors et les maisons de retraite. Nous avons aussi 3 salles des fêtes, dont celle qui porte le nom d'un enfant du pays, Jean-Louis Trintignant, né en 1930 au Domaine viticole de Beauchêne dont les parents étaient propriétaires. Quand je suis arrivé, les classes étaient installées dans des bungalows. Avec l'aide de l'ancien préfet, Pierre Mongin, nous avons créé une école en dur nous allons d'ailleurs l'agrandir. Nous avons aussi décidé de désimperméabiliser les cours de récréation des établissements scolaires. Nous avons décaissé le bitume, posé un sol drainant qui laisse passer l'eau de pluie et nous avons commandé 600 plantes, dont 23 arbres que nous planterons pendant les prochaines vacances scolaires de la Toussaint. Nous sommes aussi en train de poser des tuiles solaires sur le toit de certaines écoles. »

Ecrit par le 8 avril 2026



Le chantier de désimperméabilisation de l'école. Crédit : Piolenc/DR

Louis Driey est intarissable sur les chantiers qu'il a initiés pour améliorer la qualité de vie de ses concitoyens tout en minimisant les factures. « L'éclairage public se fait avec des LED, ça représente quand même 1 200 lampadaires. »

Le quartier 'à énergie partagée' du lotissement Clos Payan est dédié à l'autoconsommation de ses habitants. La Via Rhona est reliée à la Via Venaissia en plein centre-ville. Il y a aussi 6 hectares de terres agricoles bio, sans phosphate, ni potasse, ni pesticide offerts à de jeunes agriculteurs pour qu'ils s'installent et approvisionnent les cantines scolaires de l'intercommunalité [Aygues-Ouvèze en Provence](#) (Lagarde Paréol, Sainte-Cécile, Sérignan, Travaillan, Uchaux, Violès et bien sûr Piolenc). « S'il manque une infirmière ou un technicien, nous jonglons pour être en mode solution, nous mutualisons nos moyens. »

« Je souhaite que ce village reste attractif, à taille humaine. »

« Je souhaite que ce village reste attractif, à taille humaine, où il fait bon vivre. Sinon, au-delà de 6 000 habitants, il faudrait une autre station d'épuration et d'autres équipements. »

En attendant, lors du dernier Conseil Communautaire, fin septembre, a été évoqué un projet de zone d'activités de 25 hectares qui comprendrait un méthaniseur adossé à des industries de transformation alimentaire et des bâtiments de stockage. En tout, il impacterait une quarantaine d'hectares. Et c'est le président de la Chambre régionale d'agriculture qui est aussi à la tête de la Sonito (Société Nationale Interprofessionnelle de la TOMate), André Bernard qui le porte.

« Ce plan 'TOMMATES', explique Louis Driey, poursuit plusieurs objectifs, relancer la filière tomate d'industrie dans la Vallée du Rhône, diversifier la production agricole, produire une énergie renouvelable à partir de la biomasse et préserver les sols agricoles tout en optimisant la gestion de l'eau. A terme, il

Ecrit par le 8 avril 2026

pourra apporter des revenus supplémentaires aux paysans et créer des emplois. »

Un dernier mandat avant de passer la main

Louis Driey qui en plus des trois salles de fêtes a aussi créé un centre culturel, aménagé un dojo, une bibliothèque, un stade multi-sports, un jardin d'enfants, une maison de retraite. Il a également rénové les 65km de voirie de la commune, remis en service la cloche de l'église qui était muette depuis 1794. Et malgré tous ces investissements, la dette est passée de 1209€ à 308€ et les impôts n'ont pas augmenté.

Ce n'est donc certainement pas un hasard sa commune a obtenu en 2018 'La Marianne d'Or' du développement durable et la Victoire de l'Investissement local,

Comme ancien chef de chantier, il est vrai qu'il sait comment réduire les coûts des chantiers en coordonnant l'implantation des réseaux (voirie, fibre optique, EDF, GDF, eau potable).



Le village lors des inondations de 2003. Crédit : Piolenc/DR

Ecrit par le 8 avril 2026

Et comme il ne se représentera pas aux prochaines municipales en 2026, il compte se rapprocher des futurs candidats à sa succession pour leur expliquer comment fonctionnent les finances et les services de la mairie. D'ailleurs, il a déjà esquissé le futur Schéma Directeur avec la réhabilitation de l'église et la construction d'un gymnase. Dans cette commune qui a connu une inondation en 2003, il vient de faire réviser le Dicrim (Document d'information communal sur les risques majeurs), un document de 10 pages avec les préconisations des consignes en cas d'accident nucléaire, sécheresse, montée des eaux, feux ou séisme. Ainsi que tous les numéros d'urgence que l'on peut placarder sur le frigo.

En attendant à Piolenc, dont la devise est 'Doux comme le miel et fort comme le lion', et qui abrite le Musée de la Nationale 7, le Cirque du regretté Alexis Grüss, la capitale de l'ail... Louis Driey, en observateur du réchauffement climatique qu'il est, a également pensé à faire planter des pistachiers, des grenadiers et du yuzu qui sont peu gourmands en eau.

Andrée Brunetti

**Si Louis Driey est le maire le plus âgé en fonction dans le Vaucluse (il est né en 1942). En termes de mandat, il est cependant notamment devancé par Guy Moureau, maire d'Entraigues-sur-la-Sorgue à la tête de sa commune depuis 1984.*

À Cheval-Blanc, la colère du maire contre Durance Granulats concernant le plan d'eau ne s'éteint pas

Ecrit par le 8 avril 2026



En 2019, la [mairie de Cheval-Blanc](#) reçoit un signalement de déchets sur le site exploité par [Durance Granulats](#), entreprise en partie détenue par Eurovia, filiale du groupe Vinci. 5 ans plus tard, le maire Christian Mounier ne décolère pas, estimant que la carrière ne respecte pas ses obligations, et ainsi, retarde le projet de faire du plan d'eau une zone attractive de baignade pour les riverains et touristes. Thierry Suquet, nouveau préfet de Vaucluse, devrait se rendre sur les lieux ce jeudi 2 mai.

L'histoire commence en 2019, quand l'association chevalblanaise 'Environnement et qualité de vie' signale à la mairie avoir aperçu des déchets sur le site de la carrière de Durance Granulats, situé près du plan d'eau de la Grande Bastide. Suite au refus du carrier de laisser la mairie avoir accès au site pour vérifier, cette dernière obtient l'autorisation via une ordonnance du Juge des Libertés et de la Détention (JLD) du tribunal de grande instance (TGI) d'Avignon.

Christian Mounier, maire de Cheval-Blanc, réquisitionne une mini-pelle et constate qu'il y a bel et bien

Écrit par le 8 avril 2026

des déchets, à savoir des pneus et des souches, enterrés. Durance Granulats décide de contester l'ordonnance. Une contestation acceptée en 2021 puisque les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), dont fait partie la carrière, sont une compétence du préfet et non d'une commune. La mairie n'aurait donc jamais dû avoir l'autorisation d'entrer sur le site.



Ecrit par le 8 avril 2026



Les déchets retrouvés par la mairie. ©Mairie de Cheval-Blanc

Soupçon de document falsifié

Lors d'un comité de suivi organisé par le maire de Cheval-Blanc quelques mois plus tard, en septembre 2019, le document de demande d'autorisation d'exploiter la carrière fait débat. Le document est en trois exemplaires : un donné à la Direction départementale des Territoires (DDT), un au carrier et un à la mairie. « Ces documents, ils sont tamponnés, numérotés, datés, explique Christian Mounier. Ils ne peuvent pas être modifiés. »

Ayant des doutes concernant la véracité du document, la mairie a fait un appel à un huissier, afin de vérifier s'il y avait des disparités entre le document officiel et celui produit par le carrier. « L'huissier a relevé 14 différences entre les deux documents », ajoute le maire de Cheval-Blanc. L'hydrogéologue Yves Glard affirme alors qu'il n'a pas modifié ce document remis par Durance Granulats. « C'est surprenant

Ecrit par le 8 avril 2026

qu'une attestation soit faite disant que tout est entré dans l'ordre alors que rien n'a été fait, au contraire, les affaissements continuent à se produire », se désole le maire de la commune.

La liste d'inquiétudes s'allongent pour la mairie

Une autre préoccupation de la mairie de Cheval-Blanc : les enrochements autour de certaines parties du plan d'eau de la Grande Bastide qui s'affaissent. Christian Mounier déplore un affaissement des enrochements près d'une propriété au-delà de la zone des 10 mètres autorisés en limite de propriété.

« En 2021, le préfet de Vaucluse Bertrand Gaume fait le déplacement, mais ne constate pas ces affaissements comme nous on les voit, explique le maire. Donc aujourd'hui, on en est toujours là, à nous battre pour nous faire entendre. »

Le projet du plan d'eau

Le plan d'eau de la Grande Bastide est divisé en deux parties : l'une réservée à la pêche, qui d'ailleurs enregistre une belle fréquentation, et l'autre à la baignade. C'était en tout cas le projet à l'origine depuis une vingtaine d'années. Cette seconde partie a une vocation de baignade, de mise à l'eau des embarcations, ainsi qu'à l'accueil des oiseaux et autres espèces avec un espace biodiversité. « C'est un site qui a un potentiel exceptionnel, explique Christian Mounier. On a la chance d'avoir un camping qui peut accueillir 500 personnes juste à côté. Donc avec le changement climatique qui nous est annoncé, avec des températures de plus en plus chaudes à l'avenir, on a un site qui doit, bien au-delà du département de Vaucluse, avoir la capacité d'accueillir quelques milliers de personnes au quotidien, justement pour avoir un poumon vert, un endroit où on a de la fraîcheur. »

« Ce n'est plus un plan d'eau, mais un marécage. »

Christian Mounier

Selon le maire de Cheval-Blanc, on est bien loin du projet rêvé, avec des enrochements qui s'affaissent et qui posent donc des problèmes de sécurité, un plan d'eau vaseux où l'on n'a pas envie de se baigner. « Aujourd'hui, aucune association environnementale n'est avec nous », déplore Christian Mounier.

Vidéo réalisée par la commune pour montrer les éboulements et effondrements des berges. ©Mairie de Cheval-Blanc

Quelle est la situation aujourd'hui ?

Depuis 2019, la commune a dépensé plus de 200 000€ en frais d'avocats et d'experts dans cette affaire. Selon le maire, la remise en état du site pourrait coûter plusieurs dizaines de millions d'euros.

Ecrit par le 8 avril 2026

La gendarmerie a été saisie et des enquêteurs se sont déplacés sur le site en février 2023, et de grosses quantités de déchets ont été découvertes. Le maire a ensuite été auditionné le mois suivant. Une plainte a été remise à Mme la Procureure de la République relative à plusieurs infractions pénales et environnementales reprochées à Durance Granulats et à l'État. Une information judiciaire a été ouverte et un juge d'instruction a été nommé dans cette affaire en février 2024.

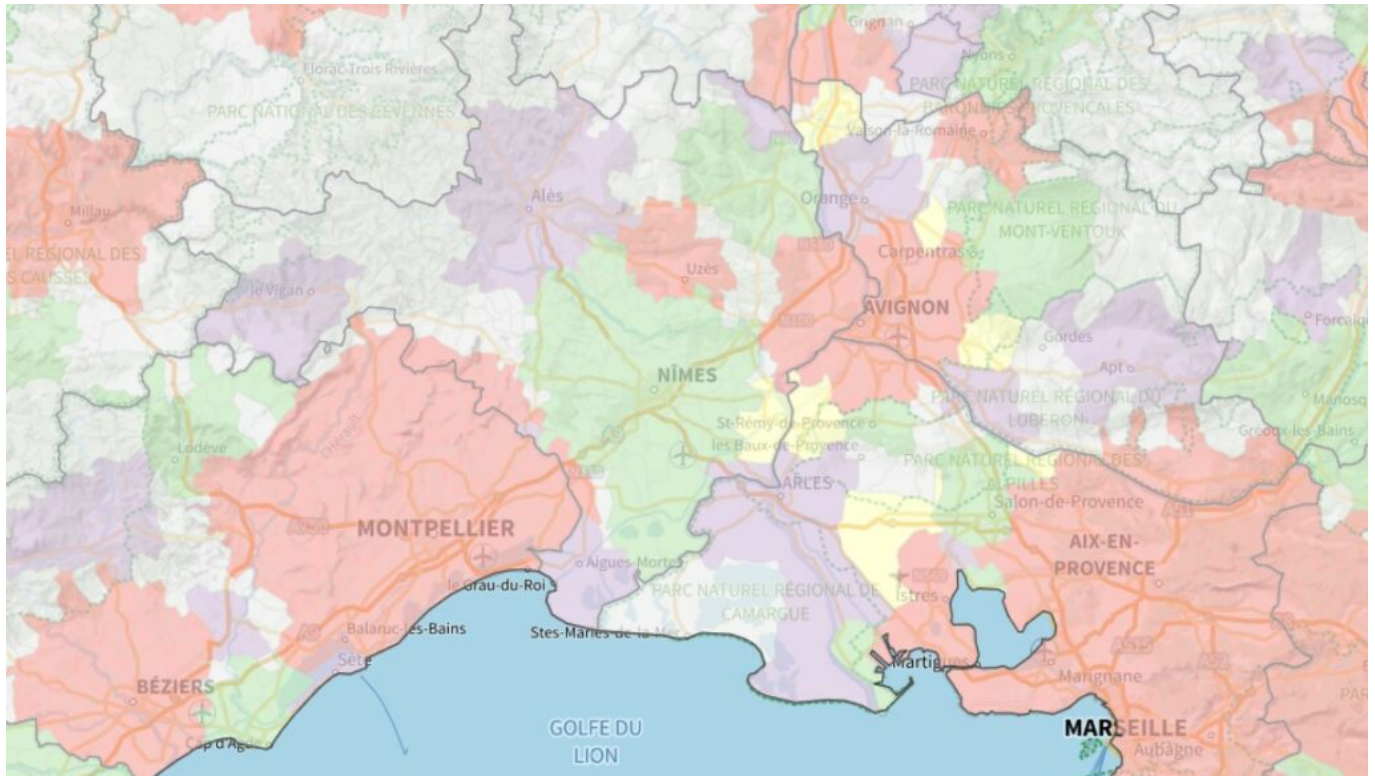
Une nouvelle que le maire accueille avec enthousiasme et espoir. En attendant, il devrait recevoir le préfet de Vaucluse, Thierry Suquet, ce jeudi 2 mai afin de parler de cette affaire et de lui montrer le site du plan d'eau. « On espère que les choses vont enfin avancer dans les prochains mois », conclut Christian Mounier.



©Vanessa Arnal

Ecrit par le 8 avril 2026

Réforme territoriale : Et si le Vaucluse ne comptait bientôt que 10 communes ?



Alors que le président de la République a confié en novembre dernier au député Renaissance et ancien ministre Éric Woerth la mission de simplifier, clarifier et rendre plus efficace l'action publique, [l'Institut Terram](#) vient de publier un audacieux rapport intitulé 'Réforme territoriale : pour une démocratie locale à l'échelle des bassins de vie'. Anticipant les propositions qu'Éric Woerth devrait dévoiler dans quelques semaines, ce groupe de réflexion multidisciplinaire sur l'étude des territoires envisage notamment de réduire drastiquement le nombre de communes en France en les 'calquant' sur le périmètre des aires d'attraction. Objectif ? Replacer le citoyen-habitant au centre du dispositif tout en redonnant la puissance de décision aux maires. Dans cette logique de redécoupage administratif, quelles pourraient être les conséquences pour les 151 communes de Vaucluse ?

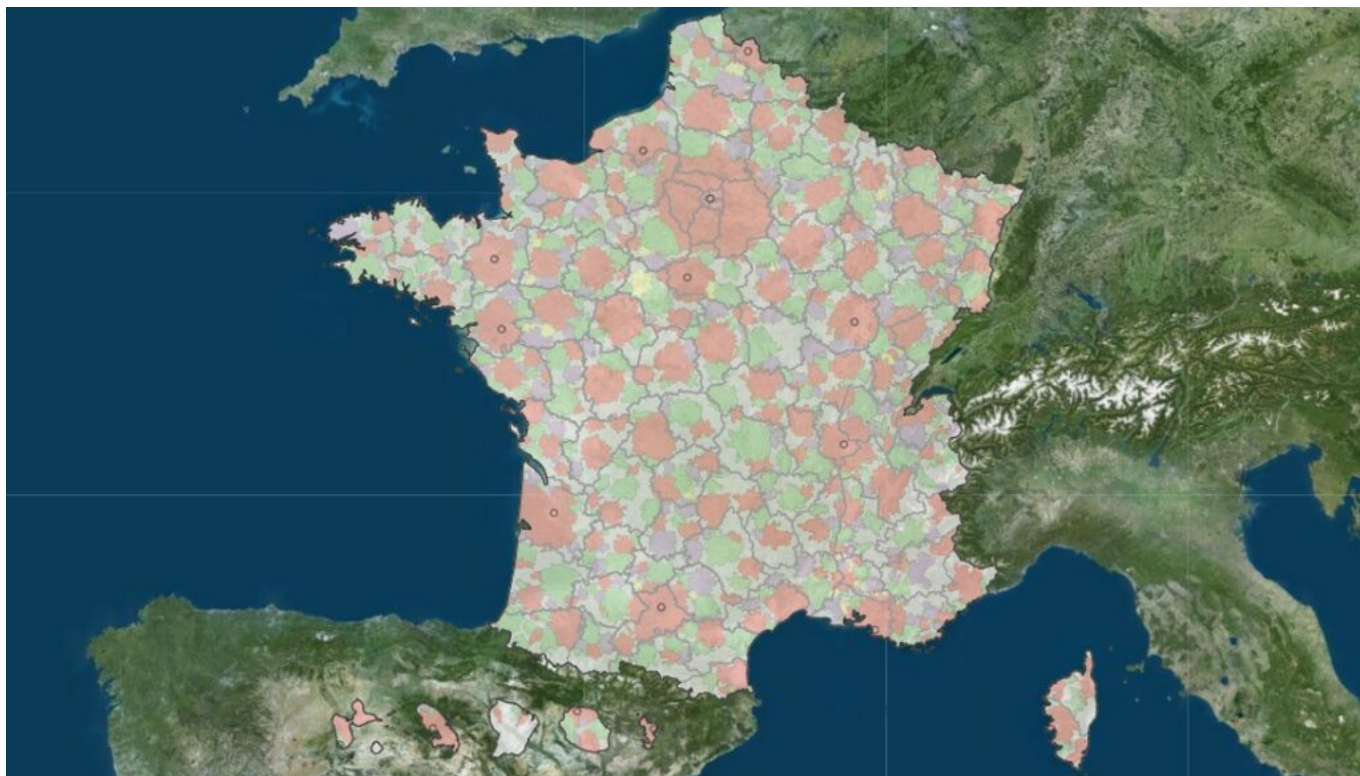
« Alors qu'au début du XXe siècle on parcourait en moyenne 4 kilomètres par jour - le diamètre moyen des communes en France -, nous en réalisons aujourd'hui 40 quotidiennement », expliquent le dernier rapport de [l'Institut Terram](#). Dans ce document de 40 pages intitulé 'Réforme territoriale : pour une démocratie locale à l'échelle des bassins de vie', les deux co-auteurs ([Jean Coldefy](#), ingénieur de l'École

Ecrit par le 8 avril 2026

centrale de Lille, et [Jacques Lévy](#), chercheur en science du social) rappellent que « le bassin de vie - là où l'on réside, où l'on travaille, où l'on se soigne, où l'on se divertit... - est ainsi devenu 10 fois plus grand que la maille communale. Cela conduit à une incohérence majeure : le périmètre du quotidien n'est plus en adéquation avec le périmètre électoral communal.

« Le périmètre du quotidien n'est plus en adéquation avec le périmètre électoral communal. »

« La France a un morcellement communal unique à l'échelle mondiale », poursuivent les deux experts qui constatent également : « Comme la commune est de taille trop restreinte pour gérer l'aménagement, la mobilité, l'eau, les déchets et l'économie, la loi a institué des groupements de communes, les communautés de communes ou d'agglomération. Mais celles-ci sont encore de taille trop réduite pour gérer ces thématiques. En conséquence, des groupements de groupements de communes ont été mis en place : des syndicats de communautés de communes et d'agglomération. Toutes ces structures intercommunales ne sont pas soumises au suffrage universel alors qu'elles portent pourtant les enjeux essentiels du quotidien. »



En France, l'Insee dénombre 699 aires d'attraction dont une dizaine dans le Vaucluse. © Insee

Ecrit par le 8 avril 2026

Une organisation complexe illisible pour le citoyen

Selon le rapport de l'Institut Terram, on dénombrait 46 225 communes et structures de coopération intercommunale en 2022 dans l'Hexagone. Dans le même temps, l'Insee (Institut national de la statistique et des études économiques) a identifié 699 aires d'attraction. Des 'bassins de vie' pour Jean Coldefy et Jacques Lévy qui sont 64 fois moins nombreux que les structures communales actuelles.

« La multiplication des lieux de pouvoir alourdit les processus de décision. »

« Cette organisation complexe est illisible pour le citoyen, elle multiplie les lieux de pouvoir et alourdit par là même les processus de décision. Elle a par ailleurs généré d'importants surcoûts, financés par une forte augmentation des impôts locaux. Les difficultés actuelles d'étalement urbain, de mobilité, de logement et d'affaiblissement du vivre ensemble par la spécialisation sociale des territoires trouvent leur origine dans cette gestion communale à l'échelle d'une maille géographique trop petite, inadaptée aux enjeux qui sont les nôtres aujourd'hui. »

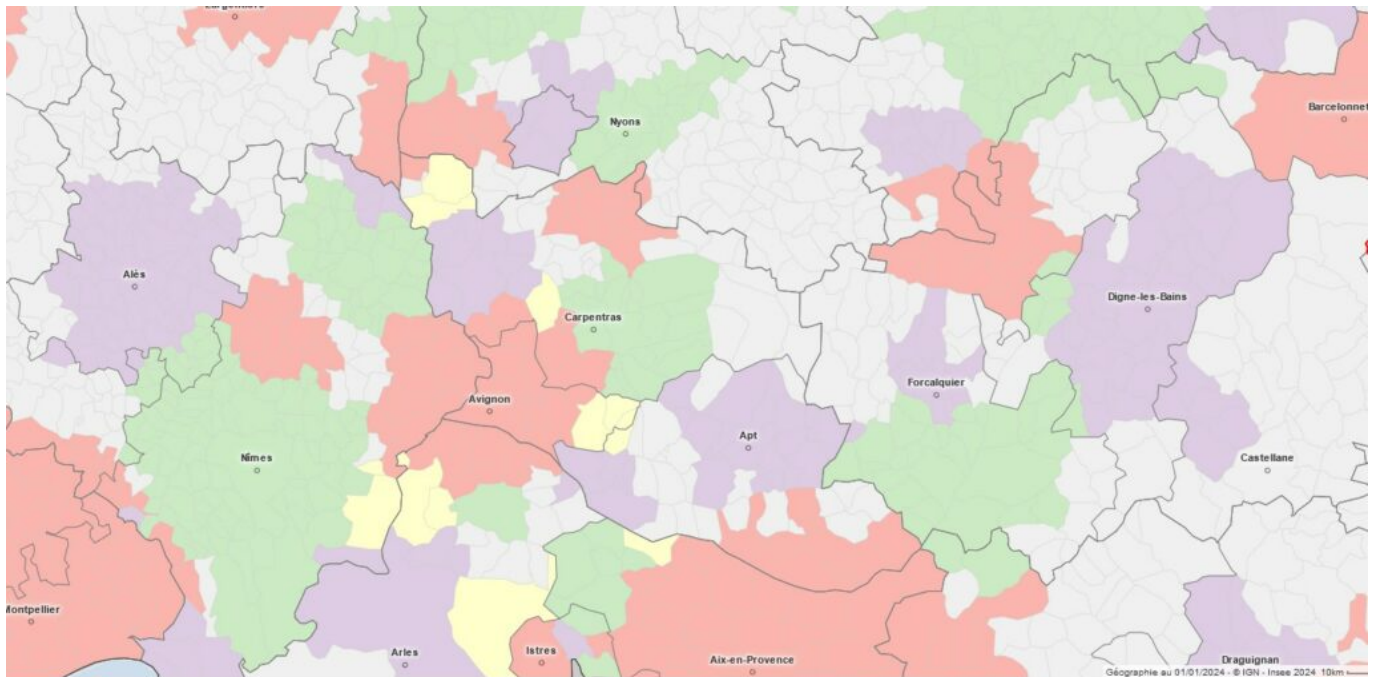
Favoriser une meilleure représentativité démocratique

De quoi également poser par ailleurs des problèmes de représentativité démocratique « puisque le principe d'avoir a minima chaque commune représentée dans les conseils de métropole ou d'agglomération conduit à ce qu'une coalition de petites communes ait un poids politique sans commune mesure avec son poids démographique ».

Afin de sortir de cette situation l'étude préconise de proposer « nouveau paradigme de la gouvernance locale cohérente avec les bassins de vie des Français. Si l'on veut éviter que le passé paralyse le présent, il faut parler politique avec l'ampleur et l'ambition nécessaires », insistent les deux auteurs.

Ces derniers estiment ainsi qu'il faut s'appuyer sur 3 principes de base afin de disposer d'une gouvernance « territoriale lisible, efficace et juste ». A savoir : « la recherche d'une cohérence entre les espaces de vie des Français et les territoires politiques », « la responsabilité et donc l'autonomie financière des gouvernements locaux », ainsi que « la solidarité entre habitants et espaces impliquant la prise en compte des impacts de décision sur les espaces voisins et de privilégier les démarches coopératives avec les autres échelons ».

Ecrit par le 8 avril 2026



Le périmètre des aires d'attractions vauclusiennes défini actuellement par l'Insee. © Insee

Diviser par 64 fois le nombre de structures communales

Dans ce cadre, le rapport préconise donc que ces 699 aires d'attraction des villes, constituant les bassins de vie quotidiens de 93% des Français, deviennent demain des communes.

« On ajouterait à ces 700 communes les quelque 200 autres communautés de communes non polarisées économiquement sur les villes, sur la base des communautés de communes actuelles, complète l'étude. Avec cette concordance entre espaces de vie et espaces électoraux, la France serait organisée en environ 900 territoires locaux, de taille variable. »

De 34 900 communes, ainsi que de 1 255 établissements de coopération intercommunale (communautés de communes, communautés d'agglomération, communautés urbaines et métropoles) et 8 777 syndicats, la France compterait alors moins d'un millier de communes.

De 151 à 10 communes en Vaucluse

En appliquant ces critères au Vaucluse, notre département ne compterait potentiellement qu'une dizaine de communes (voir tableau ci-dessous). Ainsi, en calquant ce découpage aux aires d'attraction locales c'est Avignon qui constituerait le principal nouvel ensemble en Vaucluse. La cité des papes regrouperait 48 communes dont plus de la moitié hors du département (19 dans le Gard et 10 dans les Bouches-du-Rhône). De quoi résoudre enfin les problématiques parfois ubuesques de ce bassin de vie à cheval sur 2 régions, 3 départements et 2 zones scolaires ?

Avec respectivement 21 et 18 communes, c'est Carpentras et Apt qui regrouperait ensuite le plus grands nombre villes et villages dans le Vaucluse. Vaison-la-Romaine (14 communes), Valréas (12) et Orange (10) constituerait également des ensembles imposants. A l'inverse, Cavaillon (6 communes) l'Isle-sur-la-Sorgue (4) et Bollène (2) s'élargiraient sur des périmètres moins larges.

Ecrit par le 8 avril 2026

Commune centre	Nombre de communes dans l'aire d'attraction	Population totale
Montpellier	161	813 272
Marseille	115	1 879 601
Nîmes	92	347 033
Valence	71	255 750
Alès	64	132 041
Avignon	48	337 039
Montélimar	45	100 095
Bagnols-sur-Cèze	30	47 786
Manosque	30	69 392
Carpentras	21	63 489
Sisteron	21	17 325
Apt	18	24 714
Uzès	18	19 654
Nyons	17	12 524
Pierrelatte	17	47 282
Vaison-la-Romaine	14	15 580
Valréas	12	17 845
Orange	10	54 503
Forcalquier	7	8 268
Cavaillon	6	42 213
Salon-de-Provence	6	68 681
Pont-Saint-Esprit	5	14 750
Beaucaire	5	35 614
L'Isle-sur-la-Sorgue	4	23 166
Arles	4	59 392
Bollène	2	17 538
Saint-Rémy-de-Provence	2	10 208

©Mise en forme l'Echo du mardi-Source Insee Aire d'attraction des villes 2020 (les aires vaclusiennes sont surlignées en jaune)

Une 10^e super-commune vaclusienne autour de Sault ?

Selon l'Insee, toutes les communes vaclusiennes ne sont pas forcément rattachées à une aire d'attraction. Elles se situent principalement autour des Dentelles de Montmirail (10 communes de Sainte-Cécile-les-Vignes à La Roque-d'Alric), autour de Coustellet (9 communes de Gordes jusqu'à la Durance) ainsi que quelques-unes disséminées dans le Luberon (Buoux, Lourmarin, Cucuron, Sannes, Grambois, Peypin-d'Aigues, Vitrolles-en-Luberon et La Bastide-des-Jourdans) qui pourraient intégrer à leur convenance tel ou tel nouvel ensemble.

A cela s'ajoutent, les communes 'non-affectées' localisées au pied du versant Nord du Ventoux et du plateau de Sault (11 communes en Vaucluse mais aussi une douzaine dans les Alpes-de-Haute-Provence et bien encore davantage dans le Sud-Est de la Drôme). De quoi justifier peut-être la création d'une 10^e super-commune vaclusienne autour de Sault ?

Par ailleurs, il ne faut pas non plus oublier les 12 communes vaclusiennes du Sud Luberon, à commencer par Pertuis, qui font partie des 115 communes de l'aire d'attraction de Marseille-Aix.

Outre le 'Mega Marseille', d'autres ensembles imposants verraient aussi le jour chez nos voisins. A commencer par Montpellier (regroupement de 161 communes), Nîmes (92), Valence (71), Alès (64) et Montélimar (45). Dans une moindre mesure, Bagnols-sur-Cèze (30), Manosque (30), Sisteron (21), Uzès (18), Nyons (17) et Pierrelatte (17) s'étendraient sur des territoires cohérents de bonne taille également. Cela serait moins le cas avec Forcalquier (7), Salon-de-Provence (6), Pont-Saint-Esprit (5), Beaucaire (5), Arles (4) et Saint-Rémy-de-Provence (2).

Ecrit par le 8 avril 2026

Première tentative de dépoussiérage avec la réforme des collectivités territoriales de 2010

Dans tous les cas, cette dynamique de regroupement afin de lutter contre l'éparpillement décisionnaire n'est pas sans rappeler les grandes manœuvres qui, en 2011 et 2012, avaient précédé le schéma départemental de coopération intercommunale de Vaucluse. Ce schéma avait alors pour objet de rationaliser la carte de l'intercommunalité conformément aux orientations de la loi du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales. A cette époque, différents scénarii avaient été imaginés par les services de l'Etat ainsi que la Commission départementale de coopération intercommunale (CDCI). Plusieurs hypothèses de périmètre avaient ainsi alors émergé : des plus frileuses aux plus audacieuses. Certes, il ne s'agissait que des frontières intercommunales plutôt que la création de très grandes communes comme le propose le rapport de l'institut Terram mais certaines propositions ébauchaient déjà les grandes lignes des aires d'attraction vauclusiennes actuelles. Finalement, malgré la volonté de faire bouger les lignes de François Burdeyron, le préfet de vaucluse d'alors, l'Etat avait finalement opté pour un redécoupage à minima des limites intercommunales. Tout changer pour que rien ne change.



En 2011, plusieurs hypothèses de rapprochement des intercommunalités vauclusiennes avaient été envisagées dans le cadre de la loi du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales. Parmi elles, celle prenant en compte les bassins de vie de

Écrit par le 8 avril 2026

L'époque est celle qui serait la plus proche des aires d'attraction définies par l'Insee aujourd'hui. © Echo du mardi

Mieux faire du logement, de la mobilité ou de l'aménagement

Pourtant, ce changement d'échelle ne serait pas sans conséquence sur les décisions politiques du quotidien. En effet, pour Jean Coldefy et Jacques Lévy, la proposition de réforme territoriale du rapport de l'Institut Terram permettrait aux collectivités d'être en mesure de répondre aux grands défis de demain : la réduction des émissions de CO2, l'augmentation de l'offre de logement ainsi qu'une bonne gestion des conséquences de la loi Zan (Zéro artificialisation nette).

La diminution du CO2 passerait notamment par un développement des transports en commun avec un financement à construire impliquant l'État, les Régions et les agglomérations. Le tout « en intégrant non seulement les grands pôles urbains mais toutes leurs périphéries, avec une seule autorité pilotant les transports urbains et périurbains afin de faciliter les solutions de mobilités ».

Pour l'occupation des sols, « avec l'objectif du ZAN visant à limiter l'occupation des sols qui suscite des questionnements de la part des maires face à une politique qualifiée d'étatiste et d'indifférenciée alors que la situation des territoires est diverse », il faut favoriser « l'équilibre requis par la transition écologique sur les consommations d'espace à une échelle bien plus vaste qu'actuellement ». Une échelle « cohérente avec les besoins de nature qu'expriment les Français, mais aussi de logement et de développement économique ».

Enfin, toujours au niveau du logement il faut impulser « une augmentation de l'offre, alors que nous vivons une crise aiguë dans les grandes villes et leur périurbain qui met les maires en première ligne, lesquels appellent l'État à la rescousse ». Dans ce cadre, il semble impératif de « sortir du malthusianisme actuel qui génère la non-mixité sociale et la crise de l'offre de logement ».

« Distinguer le lieu de définition des politiques, qui à l'évidence doit être celui de l'aire urbaine, de celui de leur mise en œuvre, qui, doit être décentralisé. »

Les communes actuelles deviendraient des arrondissements

« Cette échelle bien plus vaste comporte des avantages évidents de cohérence, d'efficacité, de solidarité et de lisibilité, estime le rapport. Certes, elle comporte également des risques, comme le gigantisme ou la bureaucratie, et pour éviter ce travers il faut distinguer le lieu de définition des politiques, qui à l'évidence doit être celui de l'aire urbaine, de celui de leur mise en œuvre, qui, si la taille de l'aire est importante, devrait être décentralisé. À cette échelle de pilotage des grands enjeux territoriaux et sociaux, il est indispensable d'adjoindre un échelon de proximité, qui devrait être assuré par les communes actuelles qui deviendraient des arrondissements, avec des budgets de proximité dédiés pour gérer des projets d'intérêts purement locaux. »

Ecrit par le 8 avril 2026

« Demain, le maire sera plus puissant parce qu'il sera à la bonne échelle, celle du bassin de vie. »

Davantage de démocratie directe pour donner plus de puissance aux maires

« Le système électoral de ce nouveau gouvernement des villes remplacerait le dispositif actuel des élections municipales fragmentées et s'appuierait sur le suffrage universel direct, permettant l'élection légitime d'un maire pour la nouvelle collectivité locale à l'échelle de l'aire urbaine, poursuit l'ambitieux document de prospective. Les circonscriptions électorales seraient calées sur les périmètres des communautés de communes actuelles et des grandes communes des pôles urbains, permettant ainsi d'assurer des circonscriptions comparables en nombre d'habitants. Ceci assurerait à la fois la proximité avec les élus et une représentation plus juste démocratiquement puisque proportionnelle au poids démographique et non en fonction du nombre de communes. »

« Demain, le maire sera plus puissant parce qu'il sera à la bonne échelle, celle du bassin de vie, et non plus inséré dans une multitude d'autorités agissant à des échelles trop réduites. La transformation proposée se fera par des évolutions progressives, éclairées par des instances indépendantes et par des incitations de l'État. Déjà, certains territoires en France ont compris l'enjeu et avancent, tels Le Havre, Cherbourg ou Reims, qui ont fusionné les communautés d'agglomération et de communes pour se mettre à l'échelle de l'aire urbaine. Il faut suivre la voie de ces pionniers et leur donner les moyens d'amplifier encore le chemin qu'ils tracent », préconise le rapport l'Institut Terram. Une véritable révolution dans un pays si conservateur en matière de découpage administratif.

Pour consulter le rapport de l'institut Terram dans son intégralité, cliquez sur l'image ci-dessous

Ecrit par le 8 avril 2026

Institut
Terram
Penser, innover, agir
pour nos territoires

Jean Coldefy et Jacques Lévy

Réforme territoriale : pour une démocratie locale à l'échelle des bassins de vie

Avril 2024